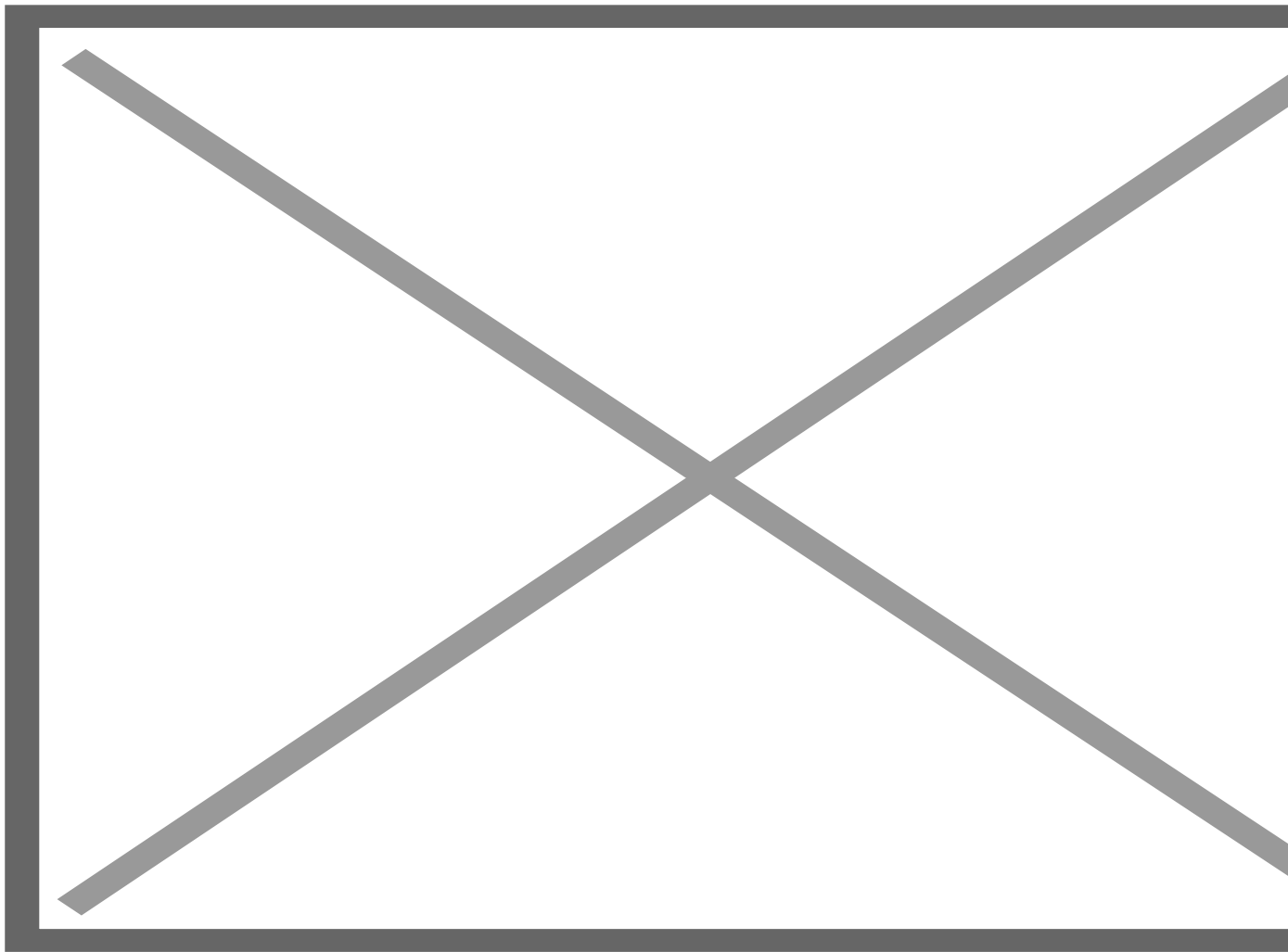


Ce que John Dugard nous dit de lâ??apartheid en Afrique du Sud et en IsraÃ«l/Palestine

Description

Par Steve France, le 7 juin 2021



Un Palestinien tient un portrait de Nelson Mandela, dÃ©funt prÃ©sident de lâ??Afrique du Sud, en faisant face Ã des soldats israÃ©liens lors dâ??affrontements entre des jeunes et lâ??armÃ©e, Ã la suite dâ??une manifestation hebdomadaire contre lâ??occupation israÃ©lienne dans le village cisjordanien de Bilin, le 6 dÃ©cembre 2013. (Photo: Issam Rimawi/APA Images)

Les dÃ©fenseurs de la solidaritÃ© avec la Palestine savent que le 27 avril 2021 restera un jour mÃ©morable pour la cause : la vilaine Ã©tiquette dâ??â??apartheidâ?• a fini par adhÃ©rer solidement Ã IsraÃ«l, grÃ¢ce au rapport de 213 pages publiÃ© ce jour-lÃ© par Human Rights Watch (HRW). Cet

Évidemment, ce qui est produit peu après le coup d'État par Batshelem en janvier, quand cette organisation a désigné Israël comme État d'apartheid depuis la mer jusqu'aux flots du Jourdain. Ces deux rapports réunis ont conclu des décennies d'argumentation et de mises en garde où l'on présentait ce terme comme une épithète pouvant éventuellement ou potentiellement décrire l'État d'Israël. Israël, État d'apartheid : c'est maintenant un fait bien établi.

Les conclusions de ces deux groupes devraient préparer le terrain en vue de l'enquête sans précédent de la Cour pénale internationale mettant en cause Israël pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, y compris l'apartheid. Les conclusions actuelles ont déjà contribué à émettre en mai un rapport de la Fondation Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace) qui demande un tournant mondial afin de recentrer le conflit israélo-palestinien sur la façon dont la communauté internationale peut garantir des droits égaux aux Palestiniens.

Les défenseurs des droits humains en Palestine sont allés de l'avant. Alléluia ! Si rien ne vient soutenir ce progrès, son effet peut cependant être étonnamment limité. Le déni, l'occultation, les arguments partiels qui protègent depuis longtemps Israël de la vérité risquent de brouiller de nouveau la perception des Américains quant à la maladie morale au cœur du problème d'Israël et de l'apartheid.

L'œuvre de l'avocat, juriste et professeur sud-africain John Dugard apporte ce soutien en montrant clairement que la forme d'apartheid pratiquée par Israël, même si les détails en sont très différents, est au moins aussi dure que l'était le régime d'apartheid en Afrique du Sud et dans le Sud-Ouest africain occupé (aujourd'hui la Namibie). Dugard est remarquablement qualifié pour examiner cette question. Il a dirigé l'opposition juridique à l'apartheid dans le lieu de naissance de ce dernier et a passé une bonne partie des deux dernières décennies à étudier attentivement la situation israélo-palestinienne. En particulier, de 2001 à 2008, il a été Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, nommé par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Au cours de cette période, il a conclu officiellement que les politiques d'occupation menées par Israël constituaient de l'apartheid.



La puissance des connaissances de Dugard et de sa perspective comparative a été mise en évidence en avril 2021, lors de sa prise de parole à la [conférence End Apartheid de la revue Washington Report on Middle East Affairs](#), trois jours avant la publication du rapport accablant de HRW. Le phénomène de l'apartheid, et les obstacles rencontrés pour y mettre fin en Palestine, sont également exposés de façon experte dans son livre [«Confronting Apartheid: A Personal History of South Africa, Namibia and Palestine.»](#)

Dans ce livre, nous constatons que Dugard n'utilise pas les mots sans réfléchir et ne porte pas d'accusations à la légère, non seulement en raison de sa qualité universitaire, mais aussi

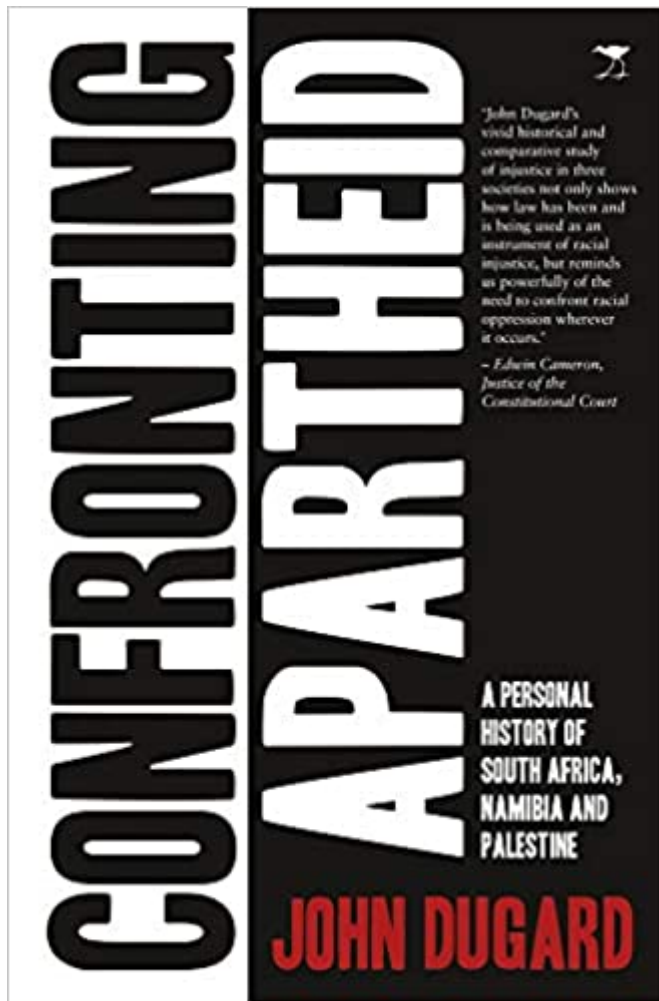
parce qu'il a vu trop de collégues de grande valeur, opposés à l'apartheid, être mis en prison et/ou interdits de parole en raison d'une utilisation négligente du langage. Au cours de ses premières années en tant que Rapporteur spécial, il a soigneusement évité toute suggestion selon laquelle Israël pratiquerait l'apartheid. Même lorsque ses recherches factuelles ont montré que la situation avait la nature de l'apartheid, il a d'abord évité de le dire car suggérer qu'Israël se rendait coupable de la politique d'apartheid ne serait pas cru et distrairait l'attention des recommandations de conciliation qu'il avançait. C'est seulement en 2005 qu'il a caractérisé en public l'occupation comme une forme d'apartheid et, de fait, il a été sauvagement critiqué par Israël [et] les États-Unis. Il était encouragé par le précepte enseigné par son amie Helen Suzman, grande opposante à l'apartheid : « Sois sûr de tes faits et audacieux dans tes opinions ». Au bout du compte, dit-il, les faits que j'ai établis n'ont pas été sérieusement mis en cause.

Selon les propos tenus par Dugard en avril à la conférence End Apartheid du Washington Report, de bien des façons l'apartheid israélien est beaucoup plus sévère que ne l'a jamais été l'apartheid en Afrique du Sud. Il a approuvé l'intervention de Susan Abulhawa, qui a dévoilé une liste impressionnante de lois et de mesures en Israël, en Cisjordanie et à Gaza, ayant toutes pour but de rendre la vie des Palestiniens infernale. Dugard a extrait de cette liste deux caractéristiques beaucoup plus sévères des politiques israéliennes : les attaques successives lancées par Israël contre des cibles civiles à Gaza et les démolitions arbitraires d'habitations palestiniennes.

La forte condamnation portée par Dugard contre Israël, désignée comme pire que l'Afrique du Sud, constitue évidemment une munition puissante pour les critiques israéliennes, mais son importance tient peut-être autant à sa mise en lumière de ce qui diffère l'enfer spécifique infligé aux Sud-Africains noirs de l'enfer auquel sont soumis les Palestiniens.

Pour prendre un exemple, nombre de critiques israéliennes comparent la segmentation infligée par Israël aux communautés palestiniennes de Cisjordanie à la façon dont l'Afrique du Sud de l'apartheid a relégué ses citoyens noirs dans des bantoustans mais, parmi ces critiques, rares sont ceux qui connaissent bien le fonctionnement de ces bantoustans. Une fois informé par le travail de Dugard, un défenseur des droits peut invoquer cette comparaison de façon plus efficace.

Comme explique Dugard, le gouvernement d'apartheid a institué 10 « homelands » (foyers nationaux) ruraux, toutes les personnes noires devant être assignées de force à l'un d'eux et privées de leur citoyenneté sud-africaine. C'est ainsi et c'est le point le plus important qu'ont pu entrer en vigueur les Pass Laws tristement célèbres (lois sur les passeports intérieurs), qui autorisaient les noirs à quitter leur homeland que s'ils avaient un permis, généralement parce qu'ils avaient un employeur blanc. Les noirs qui quittaient ces zones de homeland sans permis valide étaient jetés en prison moyennant ce que Dugard appelle une forme de justice pour les noirs comparable à une trancheuse à jambon, les personnes étant jugées dans presque tous les cas sans représentation juridique et condamnées à un emprisonnement de plusieurs semaines ou mois. Ils étaient ensuite expulsés de la zone urbaine où ils avaient ou cherchaient un emploi.



En enquêtant sur la vie en Cisjordanie au début des années 2000, marqué par l'ubiquité des checkpoints, les bouclages arbitraires, le Mur, les colonies, les couvre-feux et l'apartheid routier (inconnu en Afrique du Sud), Dugard est remémoré la façon dont le système des passes faisait obstacle à la liberté de circulation des noirs. Au fil du temps, il a pu constater que la logique de l'apartheid constituait un élément moteur des politiques menées dans les circonstances de la Palestine, très différentes. Les lois sud-africaines sur les passeports intérieurs étaient draconiennes, mais elles étaient appliquées de manière uniforme et transparente. Par contraste, les lois israéliennes [sont] appliquées de manière humiliante et capricieuse, entravant constamment la mobilité des Palestiniens et perturbant fortement leur vie quotidienne en les assignant à des zones réduites autour de leur habitation personnelle. La politique des homelands était grotesque, d'ailleurs, mais il conclut que les Palestiniens connaissent un sort pire que ne l'était celui des Sud-Africains noirs, ceux-ci étant forcés de résider dans des homelands beaucoup plus vastes et clairement délimités, dans lesquels ils étaient généralement laissés eux-mêmes et pour lesquels le gouvernement dépensait bel et bien des sommes substantielles destinées aux écoles, universités, hôpitaux, dispensaires, infrastructures, et sites industriels.

En dépit de son caractère révoltant, le système d'apartheid sud-africain était extrêmement transparent, affirme Dugard dans son livre. Le gouvernement prenait

ouvertement des mesures législatives destinées à promouvoir la discrimination raciale et la répression politique. Tout était parfaitement clair dans la législation. Quant à lui, le système israélien est occulté. Par exemple, de nombreuses lois d'apartheid israéliennes sont inscrites dans des décrets militaires obscurs rédigés uniquement en hébreu et complétement inaccessibles pour les Palestiniens. Par ailleurs, alors que les Palestiniens se voient presque toujours refuser les permis de construire qu'ils obtiennent aisément les résidents de colonies juives illégales, les refus mettent toujours très longtemps à arriver et les autorités prétendent baser les décisions sur des facteurs neutres.

Le flou des règlements israéliens contribue à les obscurcir, ce qui aggrave l'injustice de la forme israélienne d'apartheid et constitue une raison centrale du constat accablant de Dugard : Si l'on observe la situation dans son ensemble, la façon dont Israël applique une politique d'apartheid dans le territoire palestinien occupé, il ne fait pas de doute que les transgressions d'Israël, ses violations du droit international, dépassent largement celles de l'apartheid en Afrique du Sud.

La transparence du régime sud-africain met également en évidence une distinction cruciale relative aux motifs et aux objectifs des deux systèmes. L'apartheid sud-africain n'a jamais visé au déplacement complet de la population noire. L'objectif du régime juridique établi en 1948 était de codifier et de durcir la discrimination existante visant l'exploitation des Sud-Africains noirs, un moment de l'histoire où se dessinait une nouvelle ère d'égalité annoncée par la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, promulguée en cette même année.

La différence entre l'apartheid de l'Afrique du Sud, orienté vers l'exploitation, et l'apartheid d'Israël, axé sur le déplacement et le remplacement, est que les blancs sud-africains souhaitaient maintenir les noirs dans une position de servitude, tandis qu'Israël n'a jamais vraiment accordé une place aux Palestiniens, pas même une place subordonnée ; ils n'ont jamais fait partie du rêve sioniste d'un État juif.

L'histoire personnelle de Dugard donne des aperçus de l'Afrique du Sud avant que ne soit imposé le régime juridique formalisé de l'apartheid, illustrant les indications précieuses découlant de la comparaison des deux pays. Né en 1936, il a grandi dans les Territoires indigènes du Transkei. Son père était directeur d'une école de mission anglicane considérée comme l'Éton des écoles de mission noires. Ses diplômés ont comporté de nombreux leaders futurs de la lutte pour la liberté, parmi lesquels Nelson Mandela, qui a mentionné son admiration pour le père de Dugard. Dugard reconnaît qu'il a grandi comme tous les enfants coloniaux, en acceptant la supériorité de la communauté blanche tout en étant conscient des responsabilités qui s'y associaient. Les relations entre noirs et blancs n'étaient pas intimes. Le paternalisme dominait. Mais la distance n'était pas normale.

Les blancs et les noirs sud-africains se connaissaient, communiquaient, et travaillaient ensemble depuis des générations ; ils avaient coexisté, ils étaient aussi combattus, dans les vastes espaces de l'Afrique australe, peu densément peuplés. Dans son récit autobiographique Un long chemin vers la liberté, Nelson Mandela décrit son enfance dans la région rurale et isolée du Transkei, loin des communautés blanches et de leurs pratiques. Il raconte qu'à l'adolescence, alors même qu'il prenait conscience des injustices du colonialisme, il a vu

aux cÃ´tÃ©s dÃ©administrateurs scolaires blancs prÃ©ts Ã rendre service, qui travaillaient avec dÃ©excellents enseignants noirs. La gestation progressive de ses positions rÃ©volutionnaires reflÃ©te lÃ©tonnante tranquillitÃ© dÃ©une grande partie de lÃ©histoire interraciale de lÃ©Afrique du Sud.

Ce type de paternalisme blanc explique que la contre-vÃ©ritÃ© centrale de lÃ©Afrique du Sud Ã© la suprÃ©matie blanche Ã© ait Ã©talÃ©e au grand jour sans Ã©tre dissimulÃ©e Ã quiconque. La notion de suprÃ©matie blanche sÃ©appuyait sur la croyance en la supÃ©rioritÃ© de la Ã©raceÃ© blanche sur les personnes de couleur. Ce mensonge opposait clairement le systÃ©me Ã la science, Ã la dÃ©mocratie, et au mouvement moral le plus puissant du 20^e siÃ©cle : lÃ©attachement Ã lÃ©Ã©galitÃ©. DÃ©s le moment oÃ¹ lÃ©apartheid a fait lÃ©objet dÃ©une loi, des objections se sont exprimÃ©es Ã lÃ©intÃ©rieur et Ã lÃ©extÃ©rieur du pays. Ã mesure que cette pratique dÃ©gradante est devenue de plus en plus infÃ©rme face aux pressions des noirs en faveur de la justice et de la libertÃ©, le monde a demandÃ© quÃ©il y soit mis fin.

Peu dÃ©observateurs emploieraient le terme Ã©paternalismeÃ© pour caractÃ©riser les attitudes des IsraÃ©liens juifs Ã lÃ©gard des Palestiniens. Ces attitudes ont reflÃ©tÃ© une distance psychologique bien plus grande entre ces deux peuples, plus comparable Ã un gouffre bÃ©ant : dÃ©un cÃ´tÃ© se trouvaient les Juifs parvenus en Palestine dans les premiÃ©res annÃ©es : pionniers audacieux, parfois prÃ©ts Ã tout, qui ont endossÃ© fiÃ©rement lÃ©armure dÃ©une suprÃ©matie europÃ©enne et dÃ©une exceptionnalitÃ© juive supposÃ©es. De lÃ©autre cÃ´tÃ©, des Palestiniens aux profondes racines, fiers, forts de leurs aspirations, qui nÃ©avaient pas la moindre bonne raison de cÃ©der Ã lÃ©alliance britannique-sioniste dÃ©ferlant dans la tempÃ©te de la PremiÃ©re Guerre mondiale. Ajoutons Ã ces dÃ©buts problÃ©matiques lÃ©histoire sanglante commencÃ©e avec la rÃ©pression britannique, aidÃ©e par les sionistes, de la grande rÃ©volte arabe de 1936-1939 et qui sÃ©est prolongÃ©e jusquÃ©aux bombardements et pogroms de 2021.

Les Juifs europÃ©ens sont venus en Palestine pour Ã©tablir un Ã©tat juif, et non un Ã©tat dÃ©apartheid. LÃ©apartheid qui sÃ©est dÃ©veloppÃ© nÃ©Ã©tait pas prÃ©mÃ©ditÃ©, il nÃ©avait pas grand-chose Ã voir avec des fantasmes sur lÃ©infÃ©rioritÃ© raciale des Palestiniens ou des projets dÃ©exploitation de la main-dÃ©uvre palestinienne. Pourtant lÃ©apartheid Ã©tait inÃ©vitable. En 1948, les colons nÃ©auraient pas pu Ã©tablir un Ã©tat juif sioniste sans imposer une forme dÃ©apartheid sÃ©vÃ©re, quoique non dÃ©clarÃ©e Ã© et cÃ©est ce quÃ©ils ont fait. En fait, ils ont immÃ©diatement imposÃ© 18 ans de loi martiale aux quelques Palestiniens restants qui avaient Ã©chappÃ© Ã lÃ©expulsion Ã lÃ©intÃ©rieur dÃ©IsraÃ©l.

La contre-vÃ©ritÃ© centrale du sionisme Ã©tait la croyance que la Palestine Ã©tait une Ã©terre sans peupleÃ©. Lorsque cela sÃ©est rÃ©vÃ©lÃ© faux, les colons juifs sionistes ont modifiÃ© la formule en silence pour quÃ©elle signifie Ã©une terre dÃ©pourvue de tout peuple ayant une importanceÃ©. Cette contre-vÃ©ritÃ© Ã© les Palestiniens seraient des gens sans importance Ã© porte atteinte prÃ©cisÃ©ment aux mÃ©mes valeurs que les croyances sous-jacentes Ã lÃ©apartheid sud-africain. Cependant, dans le cas du sionisme, la contre-vÃ©ritÃ© nÃ©est pas transparente. Elle a Ã©talÃ©e dÃ©guisÃ©e et niÃ©e par un barrage incessant dÃ©arguments variables, de disculpations, dÃ©attÃ©nuations, et aussi par une diabolisation vigoureuse des critiques.

Cette stratÃ©gie dÃ©fensive a connu une longÃ©vitÃ© remarquable, surtout aux Ã©tats-Unis. Cependant, les rapports sur lÃ©apartheid semblent rÃ©ellement changer les termes du dÃ©bat. AprÃ©s des dÃ©cennies de dÃ©bat pour savoir si IsraÃ©l est un Ã©tat dÃ©apartheid, la question

Évolue : à tant donné qu'Israël est un État d'apartheid, comment les gouvernements occidentaux, et beaucoup de ses propres citoyens, peuvent-ils continuer à fermer les yeux ? Comment peuvent-ils admettre cette négation raciste des droits humains ?

Les défenseurs des droits peuvent aujourd'hui faire autre chose que de pourchasser les mensonges et demi-vérités en renouvellement permanent, parvenant enfin à rendre visible aux Américains la vérité sur le traitement infligé par Israël aux Palestiniens, venant à bout des illusions, de l'ignorance d'Israël, de l'innocence de façade, et des intentions cachées qui, depuis longtemps, confortent Israël à l'impunité. Mais pour communiquer la réalité de l'apartheid israélien, que l'Amérique et l'Occident refusent depuis si longtemps de reconnaître, il ne suffira sans doute pas de monter le volume sur les récents rapports. Les réflexions de Dugard sur l'histoire et la texture distinctive de l'expérience sud-africaine telle qu'il l'a vue, inscrites dans le contexte du combat palestinien actuel, proposent une perspective plus profonde que les défenseurs de la justice en Israël-Palestine peuvent utiliser.

Source : [Mondoweiss](#)

Traduction SM pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. Afrique du Sud
2. apartheid
3. John Dugard
4. Mandela
5. Nelson Mandela

date créée
2021/06/18